

Dialogue politique

Les commissions 1 et 2 en plénière aujourd'hui

M.A.M
Akanda/Gabon

APRES l'annonce faite, mercredi, par l'opposition indiquant qu'elle se retire de la table des négociations, les groupes chargés d'examiner les questions relatives aux "réformes des institutions et consolidation de l'Etat de droit démocratique" et "réformes électorales" n'ont quasiment rien fait depuis hier. Une situation qui se justifie par le mécontentement exprimé par la délégation conduite par René Ndemzo'Obiang et Pierre-Claver Maganga Moussavou qui estime que le camp d'en face, c'est-à-dire la majorité, ne veut "en aucun cas", sinon pas totalement, faire de

concessions sur l'essentiel. Toute chose qui a amené l'opposition à émettre l'idée de remettre en cause tous les efforts faits de leur côté en termes de consensus. Compte tenu de cette forte tension qui semble troubler le déroulement des travaux de ces assises, des voies et moyens sont pensées pour trouver une piste de sortie de blocage. C'est à ce titre qu'une réunion plénière conjointe pour les commissions 1 et 2 se tiendra, aujourd'hui, dans le but, espérons-le, de trouver des solutions aux questions transversales.

Les commissions 1 et 2 en quête de solutions.



Photo : Bandoma

coulisses

SM
Akanda/Gabon

• Les "dialogueurs" en plein dans la Can



Plusieurs participants du dialogue étaient installés dans cette tribune.

En attendant de passer aux choses sérieuses, les acteurs du Dialogue politique ont décidé, pour certains, de se distraire en regardant paisiblement les matches de la Coupe d'Afrique des nations U-17 qui se jouent en ce moment, au stade d'Akanda. Surtout en cette période de fin des travaux, où tous les acteurs cherchent désormais comment tuer le temps. À défaut de se retrouver dans les tribunes, ces derniers n'ont pas d'autre choix que celui de déambuler ici et là, en espérant que quelque chose liée au Dialogue se passe. On peut donc imaginer l'ambiance qui prévaut depuis un moment déjà, sur le site où se déroulent ces assises politiques.

• Dialogue-Can U-17: la difficile cohabitation se confirme

Ils n'avaient pas tort de se plaindre, ces acteurs de la phase poli-

tique de ces assises, au sujet de la cohabitation de ces deux événements sportif et

politique. Hier, certains supporters ont pris d'assaut le service café, pourtant réservé aux participants au Dialogue politique. N'eût été le sang-froid des hôtes qui ont, pour leur part, usé de diplomatie pour dissuader ces jeunes compatriotes, on aurait enregistré un véritable désordre du côté de la salle de concertation de l'opposition. Pour cette fois, on dira simplement qu'il y a eu plus de peur que de mal.



certains ont accaparé des bouteilles d'eau.

Mavioga reçu à la délégation de l'Union européenne

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

GUY-Christian Mavioga, président du Bloc démocratique chrétien (BDC) a été reçu, hier, par la délégation de l'Union européenne (UE) présente à Libreville. Sur invitation de cette Mission diplomatique, le porte-parole de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence s'est entretenu avec le chef de la section politique, Ignacio Sobrino Castello. Les deux personnalités ont surtout échangé sur les sujets d'actualité, particulièrement le Dialogue politique. L'UE ayant souhaité avoir des informations sur le déroulement de ces assises. En réponse, Guy-Christian Mavioga a indiqué que le bureau dudit Dialogue, notamment les quatre coprésidents sont, à son "humble avis", les sources susceptibles de leur donner des éléments précis sur ce qui se fait au stade d'Angondjé depuis le 28 mars dernier. Mieux, il a suggéré à Igna-



Photo : SNN

Le chef de la section politique de l'UE veut s'acquiescer de l'évolution des travaux du dialogue.

cio Sobrino Castello d'attendre l'issue des travaux. Ce dernier a saisi l'occasion pour rappeler la présence de l'UE à l'ouverture de ces assises. Tout comme, il a indiqué qu'il prendra part à la cérémonie de clôture. Par ailleurs, le porte-parole de la majorité et le chef de la section politique sont revenus sur la Présidentielle d'août 2016. Sur ce point, Guy-Christian a dit avoir saisi cette opportunité pour exprimer son indignation face "aux propos tenus par l'Union européenne lors de cette période. Je leur ai

exprimé ma désolation en ce sens que j'estime que leurs propos étaient pour moi, de nature à créer un mauvais climat au Gabon". Pour sa part, Ignacio Sobrino Castello a dit les regrets qui sont les leurs, en ce sens que, pour eux, la position de son institution aurait été mal interprétée par le Gabon. Toutefois, il a invité Guy Christian Mavioga à se montrer disponible le moment venu pour ensemble, revisiter l'action de l'UE avant, pendant et après le scrutin présidentiel d'août dernier.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE, CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME GRAINE
SECRETARIAT GENERAL
AGENCE GABONAISE DE SECURITE ALIMENTAIRE
01 77 22 70 | 2735 Libreville
N° 000441 /MAEPG/SG/DG-AGASA/obt

COMMUNIQUE

Depuis un certain temps, il est largement fait échos sur les réseaux sociaux de la distribution du riz parfumé au jasmin qui serait de mauvaise qualité sanitaire. Aussi, en application des dispositions de l'article 3 du décret n° 0667/PR/MAEPSA du 10 juillet 2013, l'Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire (AGASA) s'est autosaisie à l'effet d'engager des investigations nécessaires à l'évaluation des risques sanitaires y relatifs.

A ce titre :

- les enquêteurs de l'AGASA ont procédé au prélèvement de 41 sacs de riz de différentes marques dont 32 sacs sont parfumés au jasmin.
- les analyses sensorielles réalisées sur 41 échantillons de riz par 10 panélistes ont révélé à ce stade, l'absence de non-conformité portant sur la qualité et la sécurité sanitaire des produits, à l'exception d'une dépréciation qualitative marginale du riz de marque KT - Rice en provenance du Vietnam.
- les enquêtes sanitaires se poursuivent sur l'ensemble du territoire national et prévoient des analyses physico-chimiques approfondies dans des laboratoires accrédités 17025.

Aussi, l'AGASA invite - t - elle les consommateurs Gabonais à poursuivre la consommation du riz tout en restant vigilants et en cas de doutes sur les produits alimentaires, à bien vouloir informer immédiatement ses services compétents et leur fournir lesdits produits munis de l'emballage original afin d'effectuer les analyses nécessaires, le cas échéant, de prendre les mesures qui s'imposent conformément à la réglementation en vigueur.

Nos contacts : 02 71 11 87 et le 07 19 35 65.

Fait à Libreville, le 17 MAI 2017

Le Directeur Général
Dr. Sylvain Patrick ENKORO

Photo : Bandoma